

**ARRÊTÉ N° ARR\_2023\_1281\_AT\_RD 472\_DOURNON**  
Portant accord technique de voirie

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD CHAMPAGNOLE

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

- VU La demande en date du 2 octobre 2023 par laquelle ENEDIS, 57, rue Bersot – 25000 BESANCON, représenté par Madame PHILIPPON Salomé, représentant Madame SEBILO Sabine, sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de branchement au réseau électrique dans l'emprise de la Route Départementale n° 472, route de Lausanne, 39110 DOURNON ;
- VU Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4, L3221-5 et L3333-8 ;
- VU Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU Le code de l'énergie et notamment les articles L323-3 et L433-3 ;
- VU Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef d'Agence Routière Départementale de Champagnole ;
- VU L'état des lieux ;

ARRÊTE

**ARTICLE 1 ACCORD TECHNIQUE**

Le concessionnaire désigné dans la demande susvisée est en droit d'exécuter, sur la Route Départementale n° 472 - commune de DOURNON, les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent titre ne confère pas à son bénéficiaire le droit réel prévu aux articles L1311-5 à L1311-8 du code général des collectivités territoriales.

## ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

### Implantation et ouverture du chantier

Le concessionnaire préviendra le service gestionnaire de la voirie de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

Une tranchée longitudinale sera implantée sous accotement du PR 34+0137 au PR 34+0138.

### Mode opératoire

- TRANCHÉES SOUS ACCOTEMENT :

Les accotements non stabilisés pourront être remblayés avec les matériaux extraits avec l'accord du service gestionnaire. Ils seront remis en état avec de la terre végétale et ensemencés avec un mélange de graminées adapté.

#### Tranchée ouverte sous accotement ou dépendances, à une distance < à 1.20 m du bord de chaussée:

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, puis évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau, installation d'un grillage avertisseur à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 75 cm.
- Compactage par couches de 30 cm.
- Réglage et finition soignée de l'accotement ou dépendances, à l'identique, après travaux, apport de terre végétale pour engazonnement aux graminées des zones terrassées : Ray Grass → 45% / Graminées Espèces Locales → 55%, l'ensemble sera dosé à 20 grammes au m<sup>2</sup>.

#### Tranchée ouverte sous chaussée souple - tous réseaux, implantée sous accotement ou dépendances, à une distance > à 1.20 m du bord de chaussée

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, stockage des matériaux.
- Pose du réseau, installation d'un grillage avertisseur à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement avec les matériaux extraits.
- Compactage par couches de 30 cm.
- Réglage et finition soignée de l'accotement ou dépendances, à l'identique, après travaux, engazonnement aux graminées des zones terrassées : Ray Grass → 45% / Graminées Espèces Locales → 55%, l'ensemble sera dosé à 20 grammes au m<sup>2</sup>.

- CONTRÔLES DE COMPACITÉ

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

### Dépôt de matériaux et de matériel

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement de la RD 472 avec l'accord du service gestionnaire.

### Remise en état

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

### ARTICLE 3 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

### ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES LIES A L'AMIANTE ET AUX HAP

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le concessionnaire est tenu d'**effectuer au préalable** et à ses frais un diagnostic sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si celle-ci est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux produits par le chantier seront pris en charge par le concessionnaire.

### ARTICLE 5 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder 3 jours. Le concessionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement faisant apparaître les canalisations et les ouvrages principaux réalisés sur la voie publique, dans le délai de trois mois à compter de la réception des travaux.

### ARTICLE 6 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre personnel et il ne peut être cédé sans l'accord du Département. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'occupation du domaine, le concessionnaire devra assurer l'entretien des ouvrages qui lui sont concédés à charge pour lui de solliciter l'accord du service gestionnaire de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions du présent arrêté de voirie ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au concessionnaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 7 REDEVANCE

Le bénéficiaire du présent arrêté de voirie est soumis à une redevance annuelle en ce qui concerne l'occupation du domaine public. Son montant est calculé selon le barème en vigueur.

Elles devront figurer dans la déclaration annuelle d'occupation du domaine public routier faisant état du patrimoine de l'occupant au 31 décembre et qui sera transmise au Département du Jura au plus tard le 1<sup>er</sup> juin.

## ARTICLE 8 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre précaire et révocable, et il ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Il peut être retiré à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Il est consentie pour une durée de **quinze ans** à compter de sa notification, en ce qui concerne l'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'arrêté de voirie ou en cas de non renouvellement au terme de sa validité, le concessionnaire sera tenu si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du concessionnaire de la présente autorisation..

Le Département peut décider de ne pas imposer pas de remise en état des lieux. Dans cette hypothèse, les ouvrages situés sur le domaine public deviendront sa propriété et il se substituera de plein droit au concessionnaire, y compris pour percevoir les éventuelles rémunérations versées par d'autres occupants au concessionnaire par voie conventionnelle.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais du concessionnaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

## ARTICLE 9 RECOURS

Le concessionnaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence Routière Départementale de Champagne, à l'adresse suivante : 22 rue Gédéon David – BP28 – 39301 CHAMPAGNOLE.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Diffusion :

Le concessionnaire pour attribution

La commune de DOURNON pour information

L'ARD de CHAMPAGNOLE pour classement

**Signature de l'arrêté**



# Réseau Structurant et Primaire

## chaussée souple

### Profondeur des canalisations et réseaux :

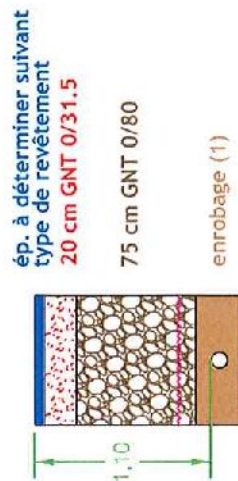
Les canalisations ou réseaux divers seront posés, sauf dérogation, de façon à ce que la distance entre la génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieur à :

- 1.10 m sous chaussée ou sous accotement
- 0.60 m sous espace vert ou sous trottoir en agglomération

sous chaussée



sous accotement stabilisé



sous espace vert



sous trottoir



(1) l'enrobage doit dépasser de 10 cm la génératrice supérieure de la canalisation

~~~~~  
dispositif avertisseur

Envoyé en préfecture le 06/10/2023

Reçu en préfecture le 06/10/2023

Publié le 06-10-2023



ID : 039-223900010-20231006-ARR\_2023\_1281-AR

**DEMANDE D'AUTORISATION DE VOIRIE  
POUR TRAVAUX SUR ou EN LIMITE  
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER  
Dossier 31310389**

**IMPRIME A ADRESSER A STA OU A LA MAIRIE DE LA COMMUNE CONCERNEE  
AU MOINS 2 MOIS AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

**DEMANDEUR**

Nom ou raison sociale : ENEDIS  
 Représentée par : Agence Raccordement Marc  
 Adresse complète : N° 57 rue Bersot  
 Code postal : 25000 Ville : BESANCON  
 N° tél : 09 70 83 29 70 / N° Fax : 03 81 83 87 19  
 E mail : [are-alsacefranchecomte@enedis.fr](mailto:are-alsacefranchecomte@enedis.fr)

**SI LE BENEFICIAIRE  
(propriétaire de  
l'ouvrage)  
EST AUTRE QUE LE  
DEMANDEUR**

Nom ou raison sociale : M. **SEBILO**  
 Représentée par : .....  
 Adresse complète : **ROUTE DE LAUSANNE** .....  
 Code postal : **39202**.....Ville : **DOURNON** .....  
 N° tél : 0664164377..... N° Fax : .....  
 Email : francinesebilo@gmail.com.....

**OBJET DE LA  
DEMANDE**

Établissement de réseau  
 Établissement de branchement  
 Eau  Electricité  Gaz  Assainissement  Téléphone  
 Autres : .....  
 Occupations diverses  
 Bois  Matériaux  Echafaudage  Autres : .....  
 Emprise au sol : m<sup>2</sup>  
 Création d'un accès au domaine public  
 Création de saillies (balcons, enseignes, bannes...), à préciser : .....  
 Création de trottoirs ou aménagement de sécurité  
 Alignement pour construction / modifications / plantation / clôture.  
 Distribution de carburants

**LOCALISATION DES  
TRAVAUX**

Adresse complète : N° ..... rue : **ROUTE DE LAUSANNE**.....  
 Code postal : **39202**.....Ville : **DOURNON** .....  
 Références cadastrales : Section n° : Section ZE / Parcelle .....  
 Voies intéressées : Route départementale n° : D472 .....

**NATURE DES  
TRAVAUX**

Ouvrage souterrain  
 Tranchée  Autres : préciser : .....  
 Trottoir  
 Accotement  
 Chaussée  
 Ouvrage aérien  
 Autres, à préciser : .....  
 N° permis de construire ou de déclaration de travaux (éventuellement) : ...  
 .....

**ENTREPRISE  
INTERVENANTE  
(si connue)**

Nom : SNCTP .....  
 Personne responsable : .....  
 Adresse complète : N° rue : .....  
 Code postal : .....Ville : .....  
 N° tél : 03 81 58 99 88 ..... N° Portable : .....  
 Email : .....





**PERIODE  
D'INTERVENTION**

Durée des travaux : .....  
Travaux envisageables du 02/10/2023.....

**MODALITES  
ENVISAGEES  
D'EXPLOITATION DU  
CHANTIER**

- Coupure circulation
- Circulation alternée :
  - Alternat par feux
  - Alternat manuel
  - Alternat par panneaux de signalisation
- Autres, à préciser : .....

**ATTENTION : Si les travaux doivent perturber la circulation, une demande d'arrêté devra être déposée en mairie.**

**RENSEIGNEMENTS  
ET OBSERVATIONS  
COMPLEMENTAIRES**

**A réception des différents accords un prestataire sera mandaté.  
Celui-ci vous transmettra une DT-DICT comprenant ses coordonnées  
ainsi que les modalités d'exploitation définitive du chantier  
(date et délais d'intervention) .....**

**PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE EN 2 EXEMPLAIRES :**

- **Plan de situation permettant la localisation du terrain et l'emplacement exact des travaux**
- **Plan coté de l'ouvrage projeté (échelles exploitables : 1/200, 1/500 ou 1/1000)**
- **Photos du site si possible**

A BESANCON .....  
Le 02/10/2023 .....  
Signature du demandeur :  
Mme Philippon Salomé

Date de dépôt : .....  
Transmis au service gestionnaire de voirie avec AVIS :  
 FAVORABLE                       DEFAVORABLE

*Observations éventuelles :*  
.....  
.....  
.....

*Observations éventuelles et motivations de l'avis défavorable :*  
.....  
.....  
A ....., le .....



Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicitée dans le cadre de la procédure D1 DDC1.

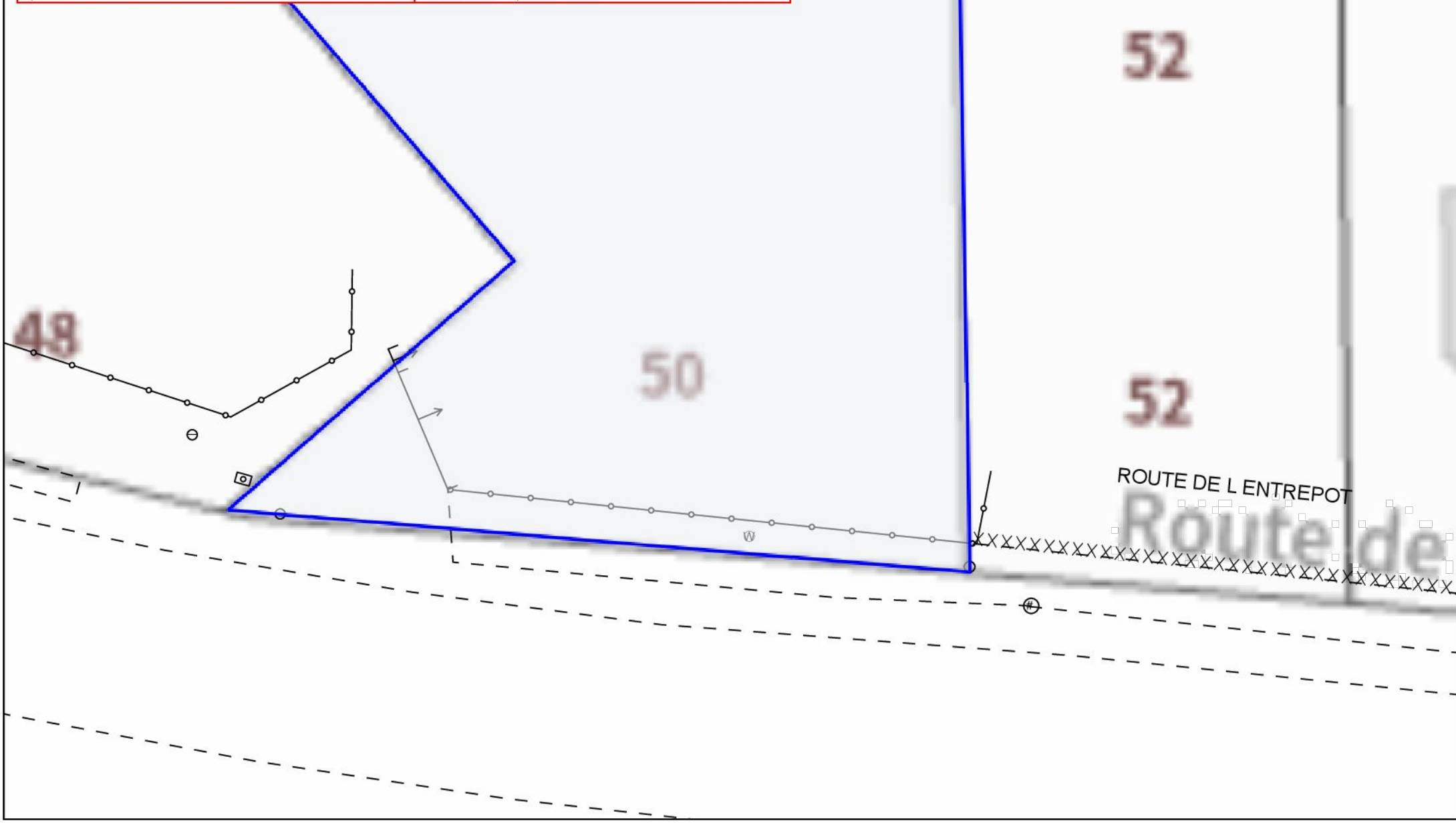
Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 557-1 et R. 557-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiqués par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur un domaine (gare, câblage, autres distributeurs d'électricité...).

1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés.

2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages sont enterrés ou à été construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,35 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'entoussement d'un ouvrage construit selon ces règles.

3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la remontée vers les affleurements (cuffies, poteaux...).

Tous droits réservés - reproduction interdite





Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicitée dans le cadre de la procédure DI (DCI).

Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 557-1 et R. 557-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiqués par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur un document (gis, diagraphes, autres distributeurs d'électrification...).

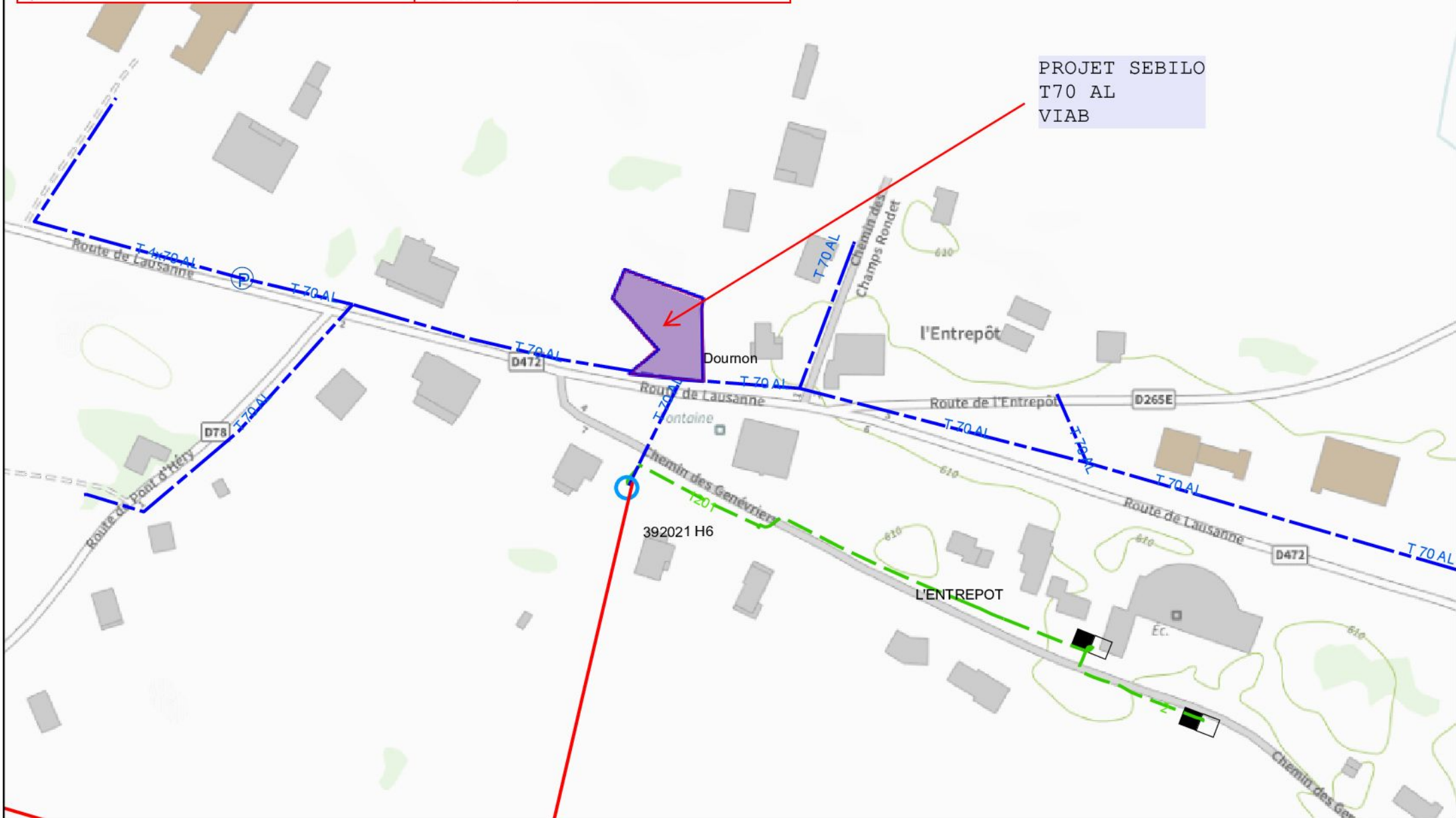
1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés.

2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages sont réalisés ou à être construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,35 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.

3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la rampe vers les affleurements (cuffes, poteaux...).

Tous droits réservés - reproduction interdite

PROJET SEBILO  
T70 AL  
VIAB



Envoyé en préfecture le 06/10/2023

Reçu en préfecture le 06/10/2023

Publié le 06-10-2023

S<sup>2</sup>LOW  
SERILO FRANCINE  
ID : 039-223900010-20231006-ARR\_2023\_1281-AR

ROUTE DE LAUSANNE

DOURNON

31310389



BRT AERO SOUT LIAISON PUBLIQUE

TERRASSEMENT 1M POSE COFFRET 805 PREVOIR 4M DE 4X35 ET 10M DE 4X25 ALU TORSADE

JUSTE VIABILISATION PARCELLE



Département :  
JURA

Commune :  
DOURNON

Section : ZE  
Feuille : 000 ZE 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 20/06/2023  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47  
©2022 Direction Générale des Finances  
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Envoyé en préfecture le 06/10/2023

Reçu en préfecture le 06/10/2023  
Publié le 06/10/2023  
SDIF du JURA

ID : 039-223900010-20231006-ARR:2023\_1281-AR

39303 CHAMPAGNOLE CEDEX  
tél. 03 84 52 01 31 -fax  
sdif.jura@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

